

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, Avenue du Marechal Foch  
CS50021  
27000 Evreux

Évreux, le 05/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAROQUINERIE DE NORMANDIE**

CHAUSSEE DU VEXIN  
ZAC DU PARC DES AFFAIRES DES PORTES  
27100 Val-De-Reuil

Références : UBDEO\_ERC\_2025\_01\_38  
Code AIOT : 0003900031

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement MAROQUINERIE DE NORMANDIE implanté CHAUSSEE DU VEXIN ZAC DU PARC DES AFFAIRES DES PORTES 27100 Val-de-Reuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAROQUINERIE DE NORMANDIE
- CHAUSSEE DU VEXIN ZAC DU PARC DES AFFAIRES DES PORTES 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0003900031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Maroquinerie de Val-de-Reuil a été autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 23 septembre 2016 un établissement de maroquinerie, spécialisé dans la petite maroquinerie tels que des portefeuilles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques	Arrêté Préfectoral du 13/09/2016, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.2.2	Sans objet
2	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.3.3	Sans objet
4	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux points contrôlés relatifs à la centrale d'incendie et aux poteaux incendie sont susceptibles de suites. L'exploitant doit réaliser les actions correctives et transmettre les justificatifs à l'inspection dans les délais indiqués.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Zonage des dangers internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zonage des dangers internes à l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan

<p>systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan des zones de dangers du site.</p> <p>Les zones de dangers ou de risques référencées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones explosives, dites ATEX (dépoussiéreurs),</li> <li>• des risques de noyade,</li> <li>• des risques chimiques,</li> <li>• des risques électriques.</li> </ul> <p>La dernière mise à jour du plan date du 31/12/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Installations électriques – mise à la terre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques – mise à la terre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée <b>au minimum une fois par an</b> par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques réalisé par SOCOTEC, entre le 17 juin 2024 et le 20 juin 2024. Il est stipulé sur le rapport que les disjoncteurs différentiels n'ont pas pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation. Le rapport met en évidence 13 non-conformités.</p> <p>L'inspection a contrôlé si les non-conformités de la vérification des installations électriques font l'objet d'un plan d'action. Pour ce faire, par sondage, deux non-conformités ont été sélectionnées à partir du rapport de vérification des installations électriques : le point 2 (absence de continuité du circuit de protection dans le hall) et le point 8 (fixation non assurée de l'arrêt d'urgence dans l'atelier de découpage 3). Ces 2 non-conformités ont été retrouvées dans le tableau de suivi de</p>

l'exploitant et leur statut indique "résolu" en date du 01/10/2024 pour le point 2 et du 11/10/2024 pour le point 8. L'exploitant précise qu'à ce jour, il ne reste que 2 non-conformités (en cours de traitement) sur les 13 non-conformités initiales de la vérification électrique de SOCOTEC.

La vérification des cellules hautes tensions a fait l'objet d'un contrôle spécifique par le prestataire Fratelec le 20 décembre 2024 car ces opérations sont réalisées de nuit :

- le rapport de maintenance de la cellule HT, qui ne comporte aucune observation.
- le rapport de maintenance du poste électrique qui signale 5 non-conformités.
- le rapport de maintenance du transformateur huile qui relève 1 non-conformité.

Concernant le rapport de maintenance du poste électrique, 2 non-conformités ont été soldées, il en reste donc 3 à traiter ainsi que la non-conformité présente sur le rapport de maintenance du transformateur huile. L'exploitant indique que les dernières anomalies sont en cours de traitement pour les solder.

Le compte rendu de vérification électrique Q18, réalisé par SOCOTEC, le 20 juin 2024, conclut sur une installation électrique qui ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Il est rappelé sur ce compte rendu que la vérification des installations électriques a été partielle car les essais des disjoncteurs différentiels n'ont pas pu être réalisés pour des raisons d'exploitation.

Le compte rendu du rapport d'examen des installations électriques par thermographique infrarouge Q19, réalisé le 7 janvier 2025 par Bureau Veritas exploitation conclut sur une installation propre et correctement maintenue. Il est précisé dans le rapport que la liste des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés ne correspond pas à l'intégralité des entités et/ou ensembles d'installations, celles qui n'ont pas été contrôlées sont : "la totalité des circuits d'éclairage et des alimentations des dispositifs terminaux et tous matériels inaccessibles en sécurité ou en l'absence de moyen d'accès, situés derrière des obstacles non démontables, introuvables ou inconnus". Ainsi, il apparaît que le contrôle ne reprend pas l'intégralité des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit remédier aux non-conformités présentes dans le rapport de vérification des installations électriques, le rapport de maintenance du poste électrique et le rapport de maintenance du transformateur huile qui n'ont pas encore été clôturées.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de rendre accessible les différents équipements du site pour que les vérifications soient complètes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2016, article 7.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques

**Prescription contrôlée :**

Le site est équipé d'un SSI (Système de Sécurité Incendie) avec report d'alarme. En dehors des

heures de présence du personnel, le report des alarmes de sécurité sera centralisé et s'effectuera au PC sécurité du groupe où une présence est effective 24h/ 24 et 7j/7. Les procédures sont adaptées en fonction des horaires et du type d'alarme.

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs d'incendie en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Le système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur et mis en place sur l'ensemble du site y compris dans les combles de hauteur supérieure à 80 cm est constitué à minima de :

- détecteurs optiques de fumées,
- détecteurs d'incendie manuels et automatiques.

#### **Constats :**

La vérification de la centrale incendie a été réalisée semestriellement en 2024 par la société SSI service qui est intervenue le 20 mars 2024 et le 20 septembre 2024.

Le compte-rendu de maintenance préventive du 20 mars 2024 mentionne que :

- l'installation est fonctionnelle,
- suivant l'historique du système un défaut récurrent est constaté : défaut intempestif vesda stockage cuir
- des essais sur 100% des déclencheurs manuels : bon fonctionnement
- des essais sur 100% des déclencheurs automatiques incendie.

Le compte rendu du rapport de maintenance de la centrale d'incendie réalisé le 20 septembre 2024 par la société SSI : système de sécurité incendie conclut sur un bon état de fonctionnement de l'installation. Dans le rapport, il est annoté qu'à l'arrivée du technicien, l'installation est en défaut/hors service. Plus spécifiquement il est précisé " pas de dérangement sur facette, dérangement ou dans les menus mais voyant orange fixe sur facette IDS".

L'inspection a constaté que la centrale SSI est en sous tension, cependant un voyant orange dérangement est apparent en face du code ISDS.

Les comptes-rendus de vérification Q7 mettent en évidence des incohérences par rapport à la certification APSAD qu'il convient de corriger.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est de la responsabilité de l'exploitant de veiller aux informations produites par le prestataire sur les rapports de vérification. Pour exemple : le rapport su 20 mars 2024 stipule bien que les déclencheurs manuels ont un bon fonctionnement or rien n'est indiqué pour les déclencheurs automatiques incendie.

Les comptes-rendus de vérification Q7 mettent en évidence des incohérences par rapport à la

certification APSAD qu'il convient de corriger (quid de la certification APSAD).

L'exploitant doit rendre son système opérationnel en supprimant le défaut du dérangement, sous un délai de 3 mois. Le rapport d'intervention devra être transmis à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Vérifications périodiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et mélanges dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Une traçabilité de ces vérifications est assurée avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification,
- résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles.

Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

**Constats :**

Extincteur :

L'exploitant a communiqué le rapport de maintenance des extincteurs réalisé 8 octobre 2024 par Promat Sécurité. Pas d'observation sur le document.

RIA :

L'exploitant a communiqué le rapport de maintenance des RIA réalisé le 8 octobre 2024 par Promat Sécurité. Pas d'observation sur le document.

Désenfumage :

La vérification des commandes de désenfumage est intégrée au compte rendu de maintenance préventive du système de détection incendie SSI réalisé par SSI Service le 20 mars 2024. Dans l'onglet remarque il est indiqué : "essais de la commande de désenfumage : bon fonctionnement".

N° 5 : poteaux incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, débit poteaux incendie

**Prescription contrôlée :**

Un débit d'eau nécessaire de 180 m<sup>3</sup>/h soit 360 m<sup>3</sup> pendant 2 heures a été déterminé selon le guide technique D9 (Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau).

L'exploitant dispose a minima :

- d'un poteau incendie implantée rue Sainte-Marguerite devant l'entrée du site délivrant 238 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) dans le local de stockage. Les robinets d'incendie armés seront positionnés de manière à ce que tout point local soit couvert par 2 RIA, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant installera un poteau incendie à l'intérieur du site, branché sur le réseau communal. Ce poteau de 100 mm répondra aux normes (d'implantation et caractéristiques techniques) en vigueur et sera implanté du côté du nouveau parking à l'angle Nord-Ouest du bâtiment G.

Les deux poteaux incendie devront délivrer simultanément un débit de 90 m<sup>3</sup>/h chacun sous une pression de 1 bar. L'exploitant fournira des justificatifs attestant d'un test et d'une attestation de fonctionnement optimal.

**Constats :**

Le rapport de visite de la vérification du poteau incendie du site réalisé le 15 janvier 2025 par Promat Sécurité conclut sur un fonctionnement satisfaisant, donc à la conformité du poteau incendie. Le débit maximal relevé est de 60m<sup>3</sup>/h pour une pression de 3.6 bar. Lors de cette vérification, il n'y a pas eu d'essai en simultané réalisé avec le poteau localisé sur le domaine public, Rue Sainte Marguerite.

L'exploitant ne dispose pas de la vérification du poteau incendie implantée rue Sainte-Marguerite devant l'entrée du site.

Le débit simultané des 2 poteaux incendie n'a pas été contrôlé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit obtenir la dernière vérification périodique du poteau incendie implanté rue Sainte-Marguerite auprès de la collectivité gestionnaire. Ce document devra être transmis à l'inspection sous un délai de 3 mois.

L'exploitant doit faire réaliser la vérification des poteaux incendie en simultané et transmettre le rapport de vérification à l'inspection sous un délai de 3 mois.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit justifier de sa conformité à l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°D1-B1-16-937 du 23 septembre 2016.

En l'absence de ces documents ou le cas échéant si le débit d'eau nécessaire de 180 m<sup>3</sup>/h soit 360



m<sup>3</sup> pendant 2 heures ou un débit simultané pour chacun des poteaux incendie de 90 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar ne sont pas respectés, l'exploitant devra proposer à l'inspection un échéancier de mise en conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois